

L'avenir

DE LYON
JOURNAL RÉPUBLICAIN SOCIALISTE

ANNONCES :

Annonces anglaises.....la ligne 1 fr.
Réclames.....— 2
Chroniques locales.....— 4
Les Annonces sont reçues au Bureau du Journal
11, rue Quatre-Chapeaux

ADMINISTRATION & REDACTION :

70, Cours de la Liberté, 70
LYON

ABONNEMENTS :

3 mois 6 mois 1 an
Lyon et départ^{ts} limitrophes, 5 f. 10 f. 20 f.
Pour les autres départ^{ts}.... 6 f. 12 f. 24 f.
(Etranger : port en sus)
Les abonnements partent du 1^{er} et du 15 du mois

NOS NOUVELLES PRIMES DE CENT FRANCS

Voir l'explication à la 3^{me} page

N° 131

L'Avenir de Lyon

BON D'ACHAT

12 Septembre 1884

Ce Bon doit être détaché tous les jours et conservé.

AUX SOCIALISTES LYONNAIS

DE 1848 A 1884

— Suite —

Comment peut-on s'élever à cette insensibilité dans un pays où tous les partis ont passé successivement par la prison ? C'est un mystère de l'éducation française.

Et tout cela se fait pour la défense de la société, de la religion, de la famille !

La répression dont je n'ai pas ici à faire l'histoire prit surtout le caractère d'une vengeance de classe, et elle imprima aux guerres civiles un caractère de barbarie qu'elles n'avaient pas eu jusque-là et qui sera l'éternel opprobre de la bourgeoisie française.

Pour bien faire ressortir le côté anti-ouvrier, si l'on peut ainsi dire, des massacres qui suivirent, je citerai un seul fait raconté par George Sand dans la préface de *Ca-dio*.

Jamais la haine bourgeoise de la blouse ne s'était affirmée avec tant de cynisme.

Pendant les jours de carnage, la garde nationale d'une petite ville de province, que je pourrais nommer, dit George Sand, commandée par des chefs que je ne nommerai pas, partit pour Paris sans autre projet arrêté que de rétablir l'ordre, maxime élastique à l'usage de toutes les gardes nationales, quelle que soit la passion qui les domine.

Celle-ci était composée de bourgeois et d'artisans de toutes les opinions et de toutes les nuances, la plupart honnêtes gens d'humeur douce et pères de famille. En arrivant à Paris, au milieu de la lutte, ils ne surent que faire, à qui se rallier et comment passer à travers les postes sans être suspects aux uns, écrasés par les autres. Enfin, vers le soir, rassemblés dans un poste qui leur était confié, ils arrêtaient un passant qui, pour son malheur, portait une blouse. Ils étaient deux cents contre un ; sans interrogatoire, sans jugement, ils le fusillèrent. Il fallait bien faire quelque chose pour charmer les ennuis de la veillée. Ils étaient si peu militaires qu'ils ne surent même pas le tuer ; étendu sur le pavé, il râla jusqu'au jour, implorant le coup de grâce.

Quand ils rentrèrent triomphants dans leur petite cité, ils avouèrent qu'ils n'avaient fait autre chose que d'assassiner un homme qui avait l'air d'un insurgé. Celui qui me raconta le fait me nomma l'assassin principal et ajouta : « Nous n'avons pas osé empêcher cela. »

Voilà pourtant un fait historique des mieux caractérisés ; il résume et dénonce une époque ; aucun journal n'en a parlé, aucune plainte, aucune réflexion n'eût été admise.

La victime n'a jamais eu de nom, le crime n'a pas été recherché, l'assassin a vécu tranquille, les bons bourgeois et les bons artisans qui ont laissé déshonorer leur campagne à Paris se portent bien, vont tous les jours au café, lisent leurs journaux, prennent de l'embonpoint et n'ont pas de remords.

Ceci est une goutte d'eau dans l'océan d'atrocités que soulèvent les guerres civiles. Je pourrais en remplir une coupe d'amertume.

« Quelle société que celle qui est défendue par de pareils hommes. »

La société, la religion et la famille défendue par Thiers !!!

Et cependant, Thiers est bien le vrai représentant de la majorité contemporaine, à l'air insolent, mais à l'allure humble dans l'action, qui, tout en faisant de l'esprit et en riant aux éclats, déporte, enchaîne, a pour unique dieu le capital, et n'en connaît point d'autre. Qui pourrait mieux représenter le parti de l'ordre que Thiers, que le gamin à cheveux blancs, le bavard, le libéral couvert du sang de Lyon (et de Paris maintenant), le libre penseur qui a dicté les lois de septembre.

« L'extérieur même de Thiers, vieillard de petite taille, avec un ventre arrondi, sur de minces jambes, avec l'air d'un Figaro, exprime d'une manière typique la bourgeoisie française. »

« Elevez-lui une statue, avec des lunettes et un habit rond, et mettez-le sur la colonne de *Juin*, afin qu'il échange des ceillades avec son empereur de la place Vendôme. »

M. Thiers, en effet, ne tarda pas à faire son apparition pour jouir des fruits de la victoire. Il écrivit contre les socialistes ce livre ridicule qui a pour titre : *De la Propriété*, et il organisa cette officine de calomnies contre la République et le socialisme que l'histoire a déjà notée sous le titre infamant de *Rue de Poitiers*.

Dès lors, si Messéme pleurait, Sparte ne riait pas ; si le socialisme était écrasé, la République était mortellement blessée. La direction intellectuelle de la bourgeoisie était passée au petit homme. Après avoir déshonoré par ses pamphlétaires à gages le socialisme et discrédité la République (déjà livrée à Bonaparte), ce réacteur enragé prétendit priver du droit de vote le peuple travailleur appelé par lui *vile multitude*. Et il fit voter la loi du 31 mai 1850 : la République était morte et morte déshonorée.

Arrêtons-nous sur les « hommes de la rue de Poitiers » auxquels les « hommes de *Juin* » ont livré la République.

Mélange écœurant de jésuites, de voltairiens relaps et de simples bourgeois bourgeoisant, le comité de la rue de Poitiers offre l'un des plus affligeants spectacles de l'histoire contemporaine.

Là, des hommes dont plusieurs, en d'autres temps, avaient eu quelque valeur dans les lettres et même dans la politique, s'unirent pour calomnier systématiquement les républicains et les socialistes, pour tuer l'une après l'autre toutes les libertés, en at-

tendant de pouvoir, après un massacre de démocrates (de *Rouges*, comme on disait), restaurer, sur les ruines de tout ce que nous avait légué la Révolution, l'ordre monarchique.

Ils se servaient, en attendant, de la République pour tuer le socialisme et pour consumer cette œuvre criminelle de la réaction que l'un des leurs avait appelée « l'expédition de Rome à l'intérieur ».

De même que sous l'ancien régime, on clouait au pilori le nom de certains coupables, nous allons donner le nombre des hommes de ténèbres, de mensonge et de haine qui formèrent le comité de la rue de Poitiers.

Ils étaient cinquante et un membres. Ils étaient servis par des milliers de complices.

La haine réactionnaire atteignait chez eux le paroxysme de la rage. Dans leurs honteuses brochures, ils calomniaient avec une grossièreté et un cynisme qui n'a été atteint, dans ces dernières années, que par l'évêque Ségur et le mouchard impérial Marchal.

Au Parlement, ils ne faisaient pas de leur talent de parole un meilleur usage ; l'un d'eux s'écria un jour, dans un accès de folie :

« Il faut en finir avec le journalisme. Il faut renverser le journalisme comme nous avons renversé les barricades. »

Ils avaient salué la République à son aurore et préconisé les réformes sociales ; ils attaquèrent la République et le socialisme avec une violence dont l'histoire offre peu d'exemples, surtout si l'on tient compte de la portée que donnaient aux paroles le scandale des palinodies.

Dans ses deux livres vengeurs sur les hommes de 1848 et 1851, Vermorel peint quelques-uns de ses renégats sur le vif. Nous reproduisons les lignes qu'il consacre à Léon Faucher : « Il accueillit, dit Vermorel, avec enthousiasme, comme beaucoup d'autres, la Révolution de Février. Il fut envoyé à l'Assemblée constituante à la faveur d'une profession de foi socialiste, dans laquelle il disait : « L'Etat a qualité pour mettre les instruments de travail à la portée du plus grand nombre, en développant les institutions de crédit par un bon système de banque et de réforme hypothécaire. Il peut favoriser l'élévation des classes laborieuses par l'éducation et les institutions des caisses d'épargne. Il peut limiter l'expansion des classes supérieures, en les appelant à supporter une plus grande part des charges publiques ; l'impôt est le véritable levier au moyen duquel on agit sur la répartition de la richesse. La réforme urgente aujourd'hui, la réforme populaire, est celle qui portera sur l'assiette de l'impôt... »

Ministre de l'intérieur dans le cabinet Odilon Barrot, il devint un des soutiens les plus ardents de la réaction contre le socialisme, qu'il attaquait avec une violence inouïe dans le *Moniteur* qui, sous son administration, perdit sa gravité officielle et devint un organe de polémiques passionnées.

Dépassant la conduite tant fêtrée de la Restauration à l'égard de deux journalistes, MM. Fontan et Magallon, Faucher ne se borna pas seulement à recommander qu'au-

cune différence n'eût lieu entre les condamnés politiques et ceux qui étaient condamnés pour des délits ou des crimes ordinaires. Mais encore, dans une lettre adressée à son collègue le ministre de la marine, relativement au régime que devront subir au bagne les insurgés de Juin, il poussa le raffinement de la répression jusqu'à prescrire de river chaque insurgé à un meurtrier ou à un voleur.

Les corréligionnaires du sire ne valaient pas mieux. Tous s'engouffraient dans le tourbillon révolutionnaire, et l'on entendit jusqu'à un de Toqueville, qu'on aurait cru plus sage, dire :

« La démocratie et le socialisme non seulement ne sont pas solidaires, mais encore ce sont deux contraires. Il n'y a que la charité chrétienne appliquée à la politique, il ne saurait y avoir de droit pour le travailleur sur l'Etat. La Révolution de Février doit être chrétienne et démocratique, elle ne doit pas être socialiste. »

Tous les congénères combattirent aussi l'intervention sociale en faveur des travailleurs, mais toujours (ô Loyola !) en parlant de la charité chrétienne. Leur christianisme et leur démocratie brillaient alors dans tout leur éclat.

Car les pavés de Paris étaient encore rougis du sang de plus de quatre mille prolétaires, les pontons regorgeaient, n'allaient se vider que pour la transportation sans jugement, et les soudards Cavaignac, Lamoricière, Changarnier, Bugeaud, procédaient, couverts du sang de leurs concitoyens et au signal donné par les Jésuites, par les doctrinaires, par les Berryer, les Falloux, les Montalembert et par les Thiers, les Dufaure, les Odilon Barrot, à l'égorgeage de toutes les libertés et à la livraison du pays aux hommes de proie de l'Elysée.

BENOIT MALON.

DÉPÊCHES DE NUIT

GUERRE DE CHINE

PARIS, 12 septembre 5 h. soir. — M. le président du conseil est rentré ce matin à Paris. On sait que les ministres, au moment de la séparation des Chambres, avaient décidé de se réunir le samedi 13 septembre en conseil de cabinet. C'est ce conseil qui aura lieu samedi, c'est-à-dire à la date convenue. Il ne sera pas présidé par M. Jules Grévy, qui prolonge son séjour à Mont-sous-Vaudrey. Il se tiendra aux affaires étrangères, sous la présidence de M. Jules Ferry.

PARIS, 6 h. soir. — Tso-Tsung-Tang, général en chef des provinces du Sud, a nommé Fuki commandant militaire de la province de Foukian, laquelle comprend Fou-Tcheou et l'île Formose.

Le surintendant naval de cette province a été rappelé et remplacé par Chang-Pei-Lun.

LONDRES, sept heures soir. — Le *Central News* reçoit de Saint-Petersbourg une dépêche de ce jour, annonçant que des pourparlers importants ont lieu en ce moment entre le gouvernement russe et la cour de Pékin au sujet de l'action de la France en Chine.

PARIS, huit heures soir. — Le gouvernement allemand a fait offrir à la Chine, par un intermédiaire, de lui acheter les cuirassés *Ting Yuen* et *Chen Yuen*, mais que la Chine n'a pas accepté cette proposition.

LONDRES, 8 h. 20. — L'amiral russe s'est rendu au port d'Hamilton (Corée) à bord d'un navire de guerre.

Le reste de la flotte russe se trouve à Nagasaki, attendant des ordres.

INTÉRIEUR

NEVERS, 22 septembre, huit heures soir. — En présence de la misère croissante dans les centres métallurgiques de notre département, le préfet a envoyé à Paris un rapport détaillé pour signaler la gravité du mal et demander qu'il y soit porté remède.

Le ministre de l'intérieur a immédiatement répondu qu'il s'efforcerait, de concert avec l'autorité préfectorale et les municipalités des localités atteintes, de parer, dans la mesure du possible, aux inconvénients qu'on lui signalait.

TOULON, huit heures soir. — Au moment où l'épidémie cholérique de Toulon touche à sa fin, le gouvernement se préoccupe d'aviser aux moyens de prévenir le renouvellement du fléau par l'assainissement de son foyer d'origine. M. Dutasta, maire de la ville, est attendu prochainement à Paris, pour arrêter, de concert avec l'administration, les mesures à prendre. En ce qui concerne Toulon proprement dit, l'assainissement est à peu près impossible; car, toucher en ce moment aux rues ou aux maisons qui reposent sur la boue et les immondices, ce serait à coup sûr faire renaître l'épidémie. Aussi, le projet que propose le maire de Toulon consisterait-il à laisser disparaître d'eux-mêmes les dépôts fétides de la ville, sans les renouveler, et à déplacer la population.

ANGLETERRE

LONDRES, 12 septembre, 6 h. soir. — La démission de lord Ripon, vice-roi des Indes, prévue depuis longtemps, est un fait accompli, et mardi dernier, au conseil des ministres qui a été tenu à Balmoral, la reine a sanctionné la nomination de lord Dufferin, ambassadeur à Constantinople, comme son successeur.

L'envoi de lord Dufferin aux Indes crée une seconde vacance dans le haut personnel diplomatique, car le successeur de lord Amthill à Berlin n'est pas encore nommé. Il est toujours question, pour ce dernier poste, de lord Carlington, président du conseil privé et membre du cabinet, et l'on a dit que, dans le cas où ce choix deviendrait définitif, il entraînerait quelques autres changements dans le cabinet.

LONDRES, 7 h. soir. — Le bruit court que le successeur du comte Munster, à l'ambassade d'Allemagne à Londres, serait le comte Henkel Donnersmark, époux de feu la marquise de Paiva. Le comte, à la suite de la mort de cette dernière, est rentré en grâce à la cour, d'où il était éloigné du vivant de sa femme.

RUSSIE

VARSOVIE, 12 septembre, 6 h. soir. — On annonce que le ministre de la cour, comte J.-J. Woronzoff Daschkow, partira pour Vienne et Berlin, porteur des lettres autographes du czar, adressées à l'empereur François-Joseph et à l'empereur Guillaume.

De Berlin, le comte Woronzoff se rendra en France.

On ajoute que ces lettres autographes auront trait à l'entrevue des trois empereurs.

VIENNE, 7 h. soir. — A l'occasion de la fête du czar Alexandre III, un grand dîner a eu lieu aujourd'hui à La Hofbourg, dans la salle des marbres.

L'empereur, le prince héritier et son épouse, tous les archiducs, le roi Milan, les ministres Kalnoky, Taaffe Bylands et Kallay, le prince Lobanow, l'ambassadeur de Russie, le personnel de l'ambassade, ainsi que les officiers russes venus pour les grandes manœuvres, assistaient à ce dîner.

L'empereur a porté un toast au czar et la musique a joué l'hymne impérial russe.

PARIS, 12 septembre, 5 h. soir. — Les dames de la noblesse polonaise n'ont pas accepté les invitations de la czarine et n'ont pas assisté à la réception des dames par l'impératrice; il n'y avait que les femmes des officiers et celles des fonctionnaires.

PARIS, 12 septembre, 6 h. soir. — Maria Kalushna, la jeune fille qui a attenté à la vie du colonel Katausky, a paru aujourd'hui devant le tribunal militaire, jugeant à huis clos. Elle a été condamnée à vingt ans d'emprisonnement.

BELGIQUE

BRUXELLES, 5 h. soir. — M. Jacobs, ministre de l'intérieur, a informé l'administration communale que les deux sections normales de Bruxelles étaient supprimées.

Le roi ajourne son approbation de loi scolaire jusqu'après les élections communales, qui ont lieu le mois prochain.

L'Etoile belge annonce qu'un procès-verbal a été dressé contre Mme Wessli, femme du ministre de la justice, pour avoir lacéré une affiche du bourgmestre.

BRUXELLES, 6 h. soir. — Un placard affiché dans toute la ville proteste énergiquement contre toutes les violences commises dimanche. Cette affiche est signée par des indépendants, c'est-à-dire par une fraction du parti catholique.

ANVERS, 12 septembre, 10 h. soir. — Le roi et la reine des Belges quitteront Laeken prochainement pour aller rendre visite au comte et à la comtesse de Paris, au château d'Eu, où une réunion importante de la famille d'Orléans va avoir lieu.

ITALIE

ROME, 7 h. soir. — Le prochain consistoire, qui devait se tenir à Rome, à la fin de ce mois, sera probablement remis à une époque ultérieure.

Cette nouvelle nous est confirmée sans que la date de la prochaine réunion des cardinaux ait pu être fixée à cause des progrès constants du choléra en Italie.

NAPLES, 8 h. soir. — Le roi d'Italie a visité aujourd'hui l'hôpital militaire au Granili, où il s'est arrêté longtemps avec les soldats malades.

NAPLES, 9 h. soir. — Le roi, avec sa suite, est retourné au palais royal à 6 heures.

Les voitures allaient au pas à cause de la foule dont les rues étaient pleines. La population a largement profité de l'autorisation donnée de remettre au roi lui-même ses pétitions; un millier environ ont été remises dans la voiture royale.

EN ÉGYPTÉ

LE CAIRE, 12 septembre, 9 h. matin. — L'occupation par les Anglais de la ville de Harar, dans le pays de Somali, paraît imminente.

PARIS, 2 h. soir. — Le correspondant d'un journal anglais a eu au Caire une entrevue avec Nubar-Pacha, président du conseil, et avec Abd-el-Kader-Pacha; ministre de l'intérieur.

Nubar-Pacha est d'avis que la nouvelle expédition au Soudan peut avoir deux résultats bien différents; elle dispersera les rebelles ou bien elle ne fera que consolider l'union des tribus sous l'étendard du madhi.

Quand à Abd-el-Kader-Pacha, il croit que les troupes anglaises auront à livrer aux rebelles quatre batailles pour le moins: à Abu-Hamed, à Herber, à Shendy et devant les murs de Khartoum.

Les tribus qu'elles auront à combattre se défendront avec désespoir et un courage à toute épreuve et il faut s'attendre à une lutte terrible.

PARIS, 3 h. 35. — Le mudir de Dongola télégraphie de Debbah qu'un gros de rebelles, composé de troupes du Kordofan, placées sous les ordres de l'émir du madhi, Hahoinud, et d'Arabes de Mérie conduits par l'émir Ahmed Hedia, ont été complètement battus et ont subi des pertes considérables près d'Ambukof.

MADAGASCAR

TAMATAVE (source anglaise). — La flotte française a bombardé Mohanoro le 22 de ce mois.

Le bruit court que les troupes françaises ont occupé temporairement cette place.

L'amiral Miot continue à envoyer des reconnaissances pour étudier la position des forces malgaches.

RÉPUBLIQUE DES PAYSANS

Le gros numéro 36, le journal privilégié des boudoirs et des sacristies, l'organe béni des cocottes et des ratichons, qui essaye trois cent soixante-trois fois par an d'étrangler cette pauvre Marianne, laquelle n'en vit que mieux, vient de publier un article qui prouve le découragement de cette feuille grivoise et bigote.

Le rédacteur du *Figaro* auquel nous faisons allusion semble avoir écrit son article avec les larmes de ses yeux.

Cet écrivain repent, qui fut autrefois préfet de l'Ordre-immoral, n'aime pas la démocratie; non seulement il la déteste, mais encore il voudrait qu'elle n'eût qu'une seule tête et la lui trancher d'un seul coup de sa terrible durandale.

Les déraillements de chemin de fer, les incendies, les inondations, le choléra, les chevaux emportés, les chiens enragés, la pluie, la grêle, tous les déchaînements de la nature sont les conséquences fatales de la République, et par le fait l'œuvre de la démocratie qui a eu la simplicité de se laisser de la monarchie.

Mais, en ce monde, tout passe, tout lasse et tout casse, aussi l'écrivain du *Figaro* s'accorde-t-il sagement avec ce vieux proverbe et paraît-il enfin changer de tactique. Il reconnaît, non sans amertume, que

la Marianne a le pays pour elle. Avec son tact habituel, il s'aperçoit que les ruraux sont profondément dévoués au gouvernement du peuple par le peuple.

Le monsieur qui vient d'accoucher de cette vérité de La Palisse se nomme Philippe de Grandlieu, et, en véritable figuriste qu'il est, il ressent le besoin de catéchiser les paysans, afin de les ramener tout doucement à cette bonne monarchie si lâchement délaissée. Et pour y arriver, M. de Grandlieu écrit magistralement cette phrase typique:

« Les paysans français représentent sept millions d'hommes probes et laborieux, occupés de leurs affaires, indifférents à toutes nos querelles de partis, et sincèrement prêts à appuyer la combinaison qui leur paraîtra meilleure dans l'intérêt du pays. »

Allons, tant mieux, voilà un aveu digne d'un cadre à grandes moulures et à dorure éclatante.

Ça y est! comme disent les gones avec leur intonation particulière.

On rend justice à cette importante portion du corps électoral en déclarant qu'il sait ce qu'il fait.

Eh mais oui! nos bons paysans comprennent aujourd'hui que ce n'est pas en se faisant pendre pour avoir tué un lièvre sur « la propriété » du seigneur du pays, qu'il y a avantage à être royaliste.

Ils comprennent bien aussi que ce n'est pas en fouettant les étangs du marquis du village, que la monarchie pouvait leur faire porter des bas de soie.

Ils comprennent enfin que ce régime de jouisseurs, tel que l'avait rêvé Guizot, n'était pas fait pour faire la prospérité de l'agriculture. Ils savent que l'égalité civique et sociale est l'œuvre de 1789, et ils veulent être de 89.

Le pays commence à se réveiller de sa torpeur; à la campagne comme à la ville il finit par entrevoir l'abîme où le pousse sans trêve ni merci l'ambition du brouillon qui nous gouverne sous « la présidence honoraire » de M. Grévy; de quel côté sont les fauteurs de guerre et de coups d'Etat, et du quel côté sont les amis de la loi et les vrais serveurs de la patrie et de la République. Celle des paysans le lui prouvera bientôt.

Hier parias, ilotes attachés à la glèbe, ne connaissant que l'injure, la dime et le fouet du maître, ils sont aujourd'hui des hommes libres, des citoyens égaux.

La France, prise dans son ensemble, est une grande démocratie agricole et industrielle.

Il faut donc compter avec ces gros bataillons de laborieux, avec ces hommes qui, en 93, marchaient résolument à l'encontre, en blouse et en sabots, aux mâles accents de la *Marseillaise*. Oui, ils sont redevenus républicains, ils ont compris que le meilleur gouvernement est celui qui donne le plus de satisfaction à leurs intérêts. Voilà pourquoi ils sont tout à la République, ce qui désole, hélas! le sieur de Grandlieu, qui nous apporte les pleurs et les grincements de dents du *Figaro*, dans son article d'aveux.

Oui, c'est vrai, le paysan est républicain aujourd'hui, bien plus peut-être que les gens de la ville, car il est positif lui,

FEUILLETON DE L'AVENIR (13)

LE PALEFRENIER

Par Henri ROCHFORT

(Suite)

Elle manifesta, le jour même, des velléités de reprendre ses courses à cheval, interrompues depuis près de deux semaines par la maladie de son piqueur ordinaire, et s'arma de ce prétexte pour aller, en compagnie de ses frères, visiter à l'écurie sa petite jument isabelle.

François, qui avait repris son service depuis la veille, l'aïda à passer la revue des box.

— A propos, lui dit-elle négligemment, vous savez que l'écrin est retrouvé. Nous regrettons bien, mon père et moi, tout l'ennui que cette aventure vous a causé à tous.

Mais le palefrenier reçut cette communication avec une indifférence marquée. Yvonne s'était figuré que sa tristesse crois-

sante venait de l'humiliation de se supposer peut-être soupçonné d'un abus de confiance.

Le visage du domestique garda sa pâleur, et son moral n'en parut pas remonté le moins du monde.

Quant à la jeune fille, elle ne savait par quels procédés gracieux racheter ce qu'elle appelait volontiers son crime. Elle lui remettait pendant ses promenades son porte-monnaie, sa montre avec la châteline, son mouchoir de dentelle, et tous les objets qui la gênaient, disait-elle.

Elle le chargea un matin d'aller lui acheter une cravache à pomme de corail semée de turquoises qu'elle avait admirée chez un tabletier de la rue de Richelieu.

— Mademoiselle ne me dit pas ce que je dois la payer, fit-il.

— Vous en donnerez ce qu'on vous demandera, répondit-elle, et elle lui mit dans la main une poignée d'or qu'elle affecta de ne pas compter.

CHAPITRE VII

LE FUGITIF

Il y a peu de refuges plus commodes que l'impériale d'un omnibus pour se mettre à l'abri d'une arrestation. On y a toutes les

chances de n'être pas reconnu par ceux qui pourraient vous voir, et de ne pas être vu par les gens capables de vous reconnaître. Si un passant s'avise de regarder en l'air, vous levez la tête; vous la baissez si un locataire fait mine de vous dévisager de sa fenêtre.

Au lieu de vous heurter à cinq cents personnes en moins de dix minutes de marche, vous en coudoyez rarement plus de trois ou quatre pendant une course d'une demi-heure.

Le palefrenier allongea le pas avec une telle vigueur de la rue de la Chaise à la rue de Richelieu, qu'au retour, il était en nage. Au moment de repasser le seuil de la maison, il souleva l'ample visière de sa casquette, afin de s'éponger le front, avant de se présenter, la cravache à la main, devant sa noble maîtresse.

En ce même instant, le jeune homme qu'il avait croisé dans une des avenues du bois de Boulogne lui apparut encore, et plus stupéfait que la première fois.

François, qui était à pied, ne put éviter la rencontre de cet indiscret passant, qui s'écria:

— Aronelli! tu n'es donc pas fusillé?

— Tais-toi, dit le palefrenier. On peut entendre.

Et il rentra précipitamment dans l'hôtel.

Vous êtes, en outre, à peu près sûr de

n'avoir pas, comme à terre, une escouade d'agents sur les bras et de vous trouver, en cas de malheur, en face d'un seul adversaire, intentionnellement ou accidentellement assis à côté de vous; et, pour peu que vos jarrets secondent votre vaillance, vous êtes plus tôt que lui en bas du marchepied, champ de manœuvre singulièrement exigü pour une chasse à l'homme.

Déjà depuis environ quinze jours, Rodéric Aronelli suivait cette tactique, descendant de la voiture de l'Odéon pour grimper sur celle des Filles du Calvaire, échangeant la correspondance pour les Batignolles contre un numéro pour le Jardin des Plantes. Il quittait furtivement le matin la chambre où il n'avait pas toujours couché l'avant-veille, se munissait d'un petit pain destiné à calmer des crampes qui l'eussent forcé à mettre pied à terre, opérait l'ascension du premier omnibus qui lui tendait sa balustrade, poussait jusqu'à l'arrêt définitif, se jetait dans le nouveau convoi en partance, et rentrait à la nuit noire, non dans son chez lui, attendu qu'à ce moment il n'en avait guère, mais dans son « chez lui » autres.

On était alors au 17 juin 1871. Le ciel était moins rouge, et les ruisseaux recommençaient à couler de l'eau. Ce n'étaient plus les obus qui pleuvaient, mais c'étaient

moins sujet aux sujétions, moins enclin aux coteries; acceptant ou desirant le changement par l'espoir des réformes promises, il veut la République progressiste, honnête et réformatrice.

S'il a troublé la quiétude royaliste de M. de Grandlieu, il pourra bien un jour troubler la quiétude opportuniste. Car le pays admettra cette monstrueuse parole de Guizot : *Enrichissez-vous !*

M. Jules Ferry a un jour baptisé la République de : République des Paysans. Soit, mais la France citadine ou rurale lui prouvera bientôt qu'elle entend la République d'une autre façon que lui M. de Philippe de Grandlieu et le ministre Guizot.

J.-B.-A. PAGÈS.

Une erreur typographique a dénaturé hier notre article : OUVRIERS SANS PAIN. Nous avions écrit :

Ici on rend ce que l'on a volé ou l'on est fusillé.

Et l'on nous a fait dire :

Ici l'on fusille ou l'on est fusillé.

Ce qui est contraire à notre pensée.

L'EXPLOITATION DU TONKIN

Le Tonkin n'est pas encore conquis, mais la politique prévoyante du grand ministre auquel nous devons le choléra, le déficit budgétaire et la désorganisation de notre armée, s'occupe déjà d'organiser l'administration de notre future conquête.

Comme le Tonkin a besoin d'être assaini, comme il lui faut des ports, des routes, des ponts; comme il faut établir le système des impôts, inventorier les richesses du sol et dresser le cadastre; mais comme d'autre part, il n'est pas possible de faire tout cela à la fois, surtout sous la menace d'une invasion chinoise, M. Jules Ferry a décidé que l'on irait d'abord au plus pressé et que l'on commencerait par une création dont l'urgence s'imposait incontestablement.

C'est pourquoi le gouvernement va créer là-bas...

— Je vous le donne en mille à deviner, ce que le gouvernement va créer là-bas; mais, comme vous ne le devineriez pas, je vais vous le dire tout de suite : il va créer un *Journal officiel*.

Le directeur est déjà désigné. C'est M. Germer-Baillière, ancien membre opportuniste du conseil municipal de Paris.

M. Germer-Baillière n'ayant pu se faire réélire au mois de mai dernier, il fallait bien lui trouver une place. Ce qui sera difficile à trouver, par exemple, ce sera les lecteurs.

La curiosité des Tonkinois ne fera évidemment pas monter le tirage de cette feuille; et comme, jusqu'à présent, la colonie française se compose à peu près uniquement de Bavière-Chauffeur — auquel on ne fera pas payer son abonnement — la sinécure dont on vient de pourvoir M. Germer-Baillière, coûtera cher au Trésor.

QUESTION A L'ADMINISTRATION

Nous recevons d'un de nos amis la lettre suivante qui ne nous étonne pas du tout, connaissant l'incurie de l'administration opportuniste. Ce fait que nous signale notre

ami est probablement le pendant d'un autre, semblable, se rapportant au groupe scolaire de Serin. La municipalité a été obligée de boucher toutes les fenêtres de la façade ouest dudit groupe pour avoir oublié qu'on ne peut pas prendre jour sur un voisin, quand votre acte de vente vous l'interdit :

« Mon cher Pagès,

« Il se passe en ce moment, près de chez moi, un fait qui mériterait d'être signalé au public.

« On a ouvert à grands frais, de nouvelles fenêtres sur la façade du lycée de filles, soit pour donner plus de jour, soit pour donner plus d'air, la question n'est pas là.

« Lorsque ce travail a été fini, immédiatement les mêmes ouvriers fémoristes sont allés reboucher lesdites fenêtres (ce qu'ils sont en train de faire en ce moment, vous pouvez vous en rendre compte de visu).

« Il est bien permis de se demander s'il n'aurait pas été plus simple de laisser la muraille tranquille. La Palisse dirait : oui ».

Nous attendons, sans l'espérer, des explications de l'administration.

Dernière Heure

10 heures. — L'amiral Courbet est toujours à Matson pour compléter ses approvisionnements de charbon. Ces approvisionnements sont rendus difficiles par l'état de la mer, qui empêche l'accostage des jonques apportant le charbon à l'escadre.

On ne croit pas que l'amiral Courbet quittera Matson avant dix jours.

11 heures. — Le *National* prétend que l'amiral Peyron et le général Camponon exposeront demain, dans le conseil des ministres, les inconvénients et l'impossibilité physique et morale de continuer la guerre contre la Chine, sans une déclaration de guerre.

Dans un autre article, M. Pessard dit que le bruit court que des négociations diplomatiques, engagées parallèlement avec les opérations militaires, seraient sur le point d'aboutir dans un sens favorable au rétablissement de la paix. M. Jules Ferry espérerait annoncer prochainement cette nouvelle à ses collègues.

M. Pessard déclare qu'il faut accueillir seulement avec réserves ces bourdes diplomatiques, éclatant avec trop d'opportunité.

Nous rappelons que tous nos lecteurs, porteurs de soixante bons d'achat, auront droit, moyennant 4 francs, à une action de L'AVENIR DES FAMILLES, remboursable à

CENT FRANCS

Tous nos lecteurs, munis de trois cent soixante-cinq bons d'achat, auront droit

Gratuitement

C'EST-A-DIRE

sans Bourse délier

à la même action remboursable à

CENT FRANCS

Tous les lecteurs qui voudront sous-

crire un abonnement d'un an à L'AVENIR DE LYON auront droit de suite,

Gratuitement

à la même action remboursable à

CENT FRANCS

La société L'AVENIR DES FAMILLES, étant constituée conformément au décret du 22 janvier 1868, tous les titres par elle émis sont garantis par un dépôt de Rentes Françaises ou de Titres portant la GARANTIE DE L'ETAT, elle procède au tirage de ces polices d'assurances tous les trois mois. Le premier tirage doit avoir lieu le QUINZE OCTOBRE, au siège social, rue de la République, 61, à Lyon. Tous nos lecteurs pourront y assister.

Blancs d'Espagne & Blancs d'Eu

La querelle entre royalistes continue. Le *Journal de Paris*, organe de la branche aînée des Bourbons, publie la note suivante :

Un certain nombre de nos amis s'étonnent que M. le comte d'Andigné n'ait pas exigé des journaux orléanistes qui ont publié la lettre de M. le baron de Raincourt la reproduction de sa réponse aux attaques que contenait cette lettre.

Nous croyons donc devoir annoncer qu'une sommation a déjà été faite par M. d'Andigné à diverses feuilles orléanistes de Paris et des départements.

S'il n'était pas fait droit à sa juste réclamation, M. d'Andigné est fermement résolu à demander aux tribunaux l'application de l'art. 13 de la loi sur la presse.

Le même journal donne, en tête de ses colonnes, une communication de la comtesse de Chambord, qui remercie « les vrais amis du Roi » du témoignage qu'ils lui ont rendu le 3 septembre, jour anniversaire des funérailles de Goritz, ces funérailles auxquelles le comte de Paris refusa d'assister. Les termes de la communication n'ont certainement rien d'aimable pour les princes d'Orléans.

Le *Journal de Paris* publie aussi une adresse envoyée à Henri de Bourbon (père de don Carlos), chef actuel de la maison de Bourbon, avec cette suscription : « A Sa Majesté le roi de France. »

On y lit des passages comme celui-ci :

Sire,

Si, dès aujourd'hui, nous ne sommes pas le nombre, nous sommes un grand nombre; et demain, quand vous ferez entendre au peuple ses royales paroles : « Je suis le roi de France ! » alors, malgré les hurlements de la Révolution sous toutes ses formes, les Français éperdus, prêts à se jeter dans les bras d'un sauveur d'avenir, sauront enfin où il faut aller.

A TRAVERS LYON

Hôtel-Dieu. — Le sieur Théophile Chevrot, âgé de vingt-deux ans, demeurant à Givors, s'est fracturé la jambe gauche en tombant dans l'escalier de la maison qu'il habitait.

Il a été amené hier à l'Hôtel-Dieu, où il a été admis d'urgence.

Triste accident. — Hier, à cinq heures du soir, un camionneur était en train de décharger une voiture de farine chez M. Caloud, boulanger, rue Pierre-Corneille, 169, lorsqu'en emportant un sac dans le magasin de ce dernier, le plancher a manqué sous le pied du voiturier, qui eut la jambe prise et fracturée dans l'excavation.

On craint qu'il ait des lésions internes. Il a été transporté et admis d'urgence à l'Hôtel-Dieu.

Mystérieuse Découverte. — Les employés des pompes funèbres ont transporté ce matin, à la Morgue, le corps d'un homme qui, trouvé à la hauteur du pont Saint-Vincent, était déjà dans un état de putréfaction très avancée. On ne sait si l'on doit attribuer cette mort à un crime, à un suicide ou à un accident.

D'après le docteur Coutagne, qui a procédé à l'autopsie, cet homme était âgé de 40 ans environ.

Un mouchoir trouvé dans une des poches de son pantalon était marqué aux initiales B. F.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cet événement.

Arrestations. — 12 septembre. — Amédée HOURS, âgé de 36 ans, marchand d'allumettes, demeurant rue du Tonkin, aux Charpenettes, a été arrêté sous l'inculpation de rébellion envers les agents.

Paul Morel, âgé de 18 ans, peintre en voitures, sans domicile, a été trouvé hier matin, à une heure et demie, couché dans une voiture de salimbanques à la vogue de la Guillo-tière.

Les gardiens de la paix, en tournée dans ce quartier, lui ont fourni un hôtel mieux garni en l'envoyant à la Permanence.

A la même heure, cette fois, à la gare de Perrache, le nommé Joseph Edeline, âgé de 38 ans, sans domicile et sans moyens d'existence, a été trouvé ronflant de plus belle. Réveillé par les gardiens de la paix, il a pu continuer son sommeil à la Permanence où il a été conduit.

Louis Garchon, âgé de 25 ans, a été écroué sous le délit de mendicité et vagabondage.

Sylvie Papat, 35 ans, lingère, prévenue de colportage d'allumettes de contrebande, a été mise à la disposition du parquet.

Galass, né à Marseille, âgé de 39 ans, sans domicile, a été arrêté en état de vagabondage.

Acte de probité. — Nous sommes heureux d'enregistrer l'acte de probité suivant :

Le facteur du télégraphe n° 67 a trouvé, place des Cordeliers, un billet de banque de cent francs qu'il s'est empressé de remettre à son propriétaire.

Constations que ce dernier n'a pas même remercié l'honnête facteur.

Divers. — La dame Penouille, sans profession, demeurant rue des Fours-Chaux, a perdu, au marché d'Oullins, une alliance en or.

Une voiture chargée de foin, en longeant la rue Moncey, à la hauteur de la rue Turenne, a fait tomber une tente-abri; pendant un instant, la circulation des voitures, très nombreuses dans ce quartier, a été interrompue.

les dénonciations. Les canons s'étaient tus, mais les haines grondaient toujours.

A partir du 25 mai, jour terrible, où il avait dû abandonner précipitamment son atelier de la place Pigalle, Roderic Aronelli s'était résigné à tous les métiers.

Il était resté trois jours garçon d'amphithéâtre à l'hôpital de la Charité, avec un tablier blanc noué autour du cou et dont les cordons lui flottaient dans le dos.

Il avait couché quatre nuits entre des poutres, dans les soubassements d'un moulin de Gentilly.

Il était enfin descendu, une semaine durant, jusqu'à la profession de croque-mort de renfort, la compagnie des pompes funèbres, débordée par la besogne, ayant eu besoin d'un surcroît d'employés. La plaque sur la manche d'un habit gris-souris à courtes basques, le crêpe emmaltotant le chapeau brisé par les saluts, il avait donné un si rude coup de main à ses collègues, les ensevelisseurs en titre, qu'on lui avait laissé entrevoir l'espérance de troquer, dans un bref délai, sa position d'auxiliaire contre une situation définitive de croque-mort juré.

Nous le directeur général, le respecté M. Wafflard.

Mais ce n'était pas l'avenir qui l'inquiétait, c'était le présent. Aussi, à la première éclaircie qu'il avait cru, à tort, discerner à travers les ténèbres de l'horizon, avait-il

arraché sa plaque, décousu son crêpe et lâché les morts pour les vivants.

Deux vieilles demoiselles, auxquelles il racontait, avec cet air de vérité spécial au mensonge, que sa maison avait été brûlée pendant la lutte, lui avaient sous-loué, rue Saint-Martin, un cabinet quasi-noir, meublé d'un lavabo et d'une galette. Mais à peine commençait-il à en respirer l'air empesté, que des soldats étaient venus, avaient retourné la galette dans tous les sens, pour constater qu'elle ne contenait aucun fève suspecte, et étaient repartis en menaçant d'une nouvelle visite les deux vieilles demoiselles retrouvées.

Il les retrouva, en rentrant le soir, toutes frissonnantes encore de cette algarade, et, sans s'inquiéter des détails de la perquisition, il délorga le lendemain matin. Il courut chez un ami de collègue qui logeait rue Vanneau, où il faisait sa médecine, et avec qui il avait échangé, dans l'intimité des gradins, des serments d'éternelle amitié et de secours mutuels.

L'asile le plus sûr, après le sein d'une mère, étant celui d'un ami, il s'était réservé cette dernière ressource au cas seulement où toutes les autres viendraient à manquer, car il tenait à ne pas mettre en péril la vie du dévoué camarade qui l'eût si volontiers sacrifiée pour lui.

L'ami de collègue le reçut sur le seuil

d'une porte entrebâillée, qu'il lui referma sur le nez avec une rare énergie, et avec ces mots, qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions hospitalières :

— Malheureux ! que viens-tu faire ici ? Tu veux donc qu'on nous fusille tous les deux ?

Il ne demanda pas son reste et reprit son vilain bonhomme de chemin. De la rue Vanneau à la gare de l'Est il y a une jolie trotte. S'il en fit sans que ses jambes parussent s'en apercevoir. Il sauta dans un train qui fumait; mais de vingt-cinq en vingt-cinq kilomètres, les gendarmes apportaient une telle passion à l'examen des passeports des voyageurs arrivés à destination, qu'il en vint à regretter l'escalier de son ami de collègue.

A la Ferté-sous-Jouarre, notamment, il eut une souleure. Deux messieurs parurent à la portière du compartiment de première où il s'était blotti; et l'un d'eux, le regardant avec une fixité du plus mauvais augure, murmura entre ses dents :

— Je crois bien que c'est lui, mais je ne le jurerais pas.

A la station suivante, même apparition. Cette fois, ce fut l'autre qui dit au premier :

— Il ne peut y avoir aucun doute, c'est lui.

A Montargis, enfin, le premier monta

résolument, et, saisissant dans le filet un volumineux sac de nuit, il dit, pour s'excuser :

— Nous l'avions oublié en changeant de wagon, voilà une heure que nous courons après.

Aronelli ne possédait aucun certificat d'identité; le manque de papiers étant pour lui infiniment moins dangereux que ceux dont il aurait pu faire montre. Il jugea la province encore plus scabreuse que la capitale, et, affectant de se débarrasser comme un voyageur qui se rend au buffet, il traversa la voie et s'introduisit dans un train qui filait sur Paris; le conducteur lui délivra un supplément, et le lui remit dans la grande ville, momentanément transformée en une immense souricière.

Il y reprit sa vie errante, changeant, deux fois par jour, de maison, de rue, de quartier, dormant une nuit dans les toiles de Hollande du Grand-Hôtel, passant la nuit suivante dans les draps à punaises d'une auberge des boulevards extérieurs. C'est alors qu'il se décida à habiter, pendant le jour, le faite des omnibus. L'intérieur, où il se sentait bloqué dans des citadelles de jupons et de paniers de légumes, l'attirait moins.

(A suivre.)

Après quelques explications entre le voiturier et Mme Chateau, propriétaire du magasin où l'accident est survenu, la circulation a été rétablie.

Accident de voiture. — Une voiture de vidanges, appartenant à l'Union mutuelle des Propriétaires, passait hier, à six heures du soir, sur l'avenue de Saxe. Arrivée à la hauteur du cirque Rancy, une des roues de ce lourd véhicule s'est cassée juste sur le rail des tramways, ce qui a empêché la circulation pendant près d'une heure.

Si la richissime Compagnie soignait un peu mieux son matériel, elle ne laisserait pas circuler des voitures où les roues soient complètement pourries, comme celle dont nous parlons, et de cette façon, elle occuperait quelques ouvriers en plus, ce qui ne nuirait pas, en ce temps de chômage.

Mort subite. — Hier, à minuit, la femme Girard, née Jeanne-Marie-Anne Pollon, âgée de soixante-quatre ans, a été trouvée morte dans son domicile.

M. le juge de paix du troisième canton a été prié d'apposer les scellés, le domicile du mari de la défunte étant inconnu.

D'après le rapport de M. Coutagne, docteur, la mort de la dame Girard est due à une hémiplegie foudroyante.

ENTERREMENT CIVIL

Aujourd'hui, samedi, 13 novembre, auront lieu les funérailles civiles de la citoyenne **Marie MEUNIER**.

Le convoi partira de l'Hôpital de la Croix-Rousse, pour se rendre directement au cimetière.

Sou des Ecoles

GRANDE FÊTE

Assaut de Boules, Concert, Bal et Tombola.

Nous rappelons à nos lecteurs que la grande fête organisée par les membres de la liquidation de la Société du Sou des écoles, qui aura lieu le dimanche 14 septembre, dans le vaste établissement de M. Clémence, restaurateur, à la *Maison rustique*, près de la gare de Genève, aux Brotteaux, promet d'obtenir un véritable succès.

La fanfare les Enfants du Progrès et celle de Villeurbanne, ainsi que la Chorale les Enfants de Lyon, ainsi que les dévoués artistes : MM. Brunel, Valentin, Revel, Gérard, Grégoire, Massot, Camilliat, etc., ont bien voulu prêter leur généreux concours afin de mener à bon terme la liquidation du Sou des écoles.

Nous donnerons demain le programme en entier de cette fête.

Avis

Toutes les communications concernant l'AVENIR sont reçues rue Quatre-Chapeaux, 11, jusqu'à six heures du soir; à partir de cette heure jusqu'à minuit, 70, cours de la Liberté.

Tribune libre

Ouvriers sans travail

Les commissions de section, nommées dans les assemblées du 9 septembre, Brotteaux et Vaise, ainsi que la commission exécutive, sont priées de se réunir samedi 13 septembre, à trois heures, au café Delorme, rue de Jussieu, 10.

Le Secrétaire de la Commission exécutive.

Chambre syndicale des ouvriers Menuisiers de Lyon

COMMISSION DE RÉSISTANCE

Chers collègues,

Une tentative d'abaissement de nos salaires est faite en ce moment par nos patrons, qui ne craignent pas de profiter de la crise économique que traverse notre cité pour chercher à augmenter notre misère.

Le sieur Grosland a commencé le premier à violer le tarif de 1880, en faisant signer, aux ouvriers qu'il occupe, une convention inférieure d'environ 20 o/o audit tarif; et cette manœuvre ne s'arrêtera pas là si nous n'y mettons bon ordre; car, d'autres patrons ont déjà déclaré à leurs ouvriers qu'ils étaient décidés à appliquer, sous peu, la même mesure dans leurs ateliers.

Il est de notre devoir, citoyens, de résister à une aussi monstrueuse prétention, sous peine de voir la misère pénétrer dans notre intérieur et de nous imposer les plus rudes privations, si nous voulons continuer de vivre honnêtement.

Le danger est grave, serrons nos rangs et pénétrons-nous bien de cette idée que, de notre union, dépend notre force. Unis, nous pourrions résister victorieusement; divisés, nous resterons impuissants à empêcher cette iniquité de s'accomplir.

C'est pour parer à une aussi funeste éventualité que nous vous adressons le plus pressant appel, et certains d'avance que pas un collègue ne manquera d'y répondre, nous vous convions à la réunion générale de la corporation qui aura lieu le 14 courant, à deux heures du soir, salle de l'établissement Fredouillère, rue Duguesclin, 157, afin de prendre telles mesures que comporte la situation.

Ordre du jour : Rapport de la commission. Grève de la maison Grosland. Propositions diverses.

Chambre syndicale des Peintres en Voitures de Lyon

Tous les membres adhérents qui n'auraient pas reçu de lettres, sont convoqués d'urgence à la réunion qui aura lieu le dimanche 14 courant,

à deux heures, chez le citoyen Goutard, 103, rue Garibaldi.

Nota. — Vu l'importance de la réunion, être exact.

Le secrétaire : CAVAILLON.

Fédération de la Jeunesse Socialiste du Rhône (Section de Lyon.)

PROTESTATION

La Fédération de la Jeunesse Socialiste du Rhône, invite tous les amis et connaissances du citoyen B.B. Devernoille fils, ainsi que tous les membres des ex-sociétés : la Jeune Libre-Pensée sociale; la Milice lyonnaise; la Jeunesse Révolutionnaire, dont Devernoille avait été un des principaux membres à se joindre à eux pour aller déposer une couronne sur la tombe de cet apôtre de l'athéisme dont les principes ont été violés en le faisant enterrer religieusement.

Le départ aura lieu de chez le citoyen Fichet, rue Moncey, 54, à deux heures précises du soir.

Pour la Fédération:

Le secrétaire, A.-L. BOURCHANIN fils.

Salle des Fêtes de la Boule-d'Or

Avenue des Ponts, 34

Dimanche 14 septembre, à 3 heures, grand concert suivi de bal, donné au profit des pompiers blessés à l'incendie de la rue Centrale, avec le bienveillant concours de M. J. Bosshardt, Mlle Julia, Mme Dusserre, MM. Chavat, Chemin, Henri, Paul Fournier, et un grand nombre d'autres artistes, avantageusement connus du public lyonnais.

Prix d'entrée : 50 centimes.

AVIS

La commission d'organisation de la fête de bienfaisance donnée au profit des victimes du choléra, les 31 août et 7 et 8 septembre, au sixième arrondissement, désireuse de donner au plus tôt satisfaction au public en faisant son deuxième versement du montant total de ses recettes, prie les personnes qui ont encore des notes à produire, de les faire parvenir, jusqu'au samedi 13 courant, dernier délai, chez M. Aderne, 125, rue de Vendôme.

Nota. — Les lots sont délivrés tous les jours de 2 à 7 heures, 83, avenue de Saxe, dimanche, à midi, clôture. Les lots non réclamés à cette dernière heure seront acquis à l'œuvre.

Bal des ouvriers cordonniers de la ville de Lyon

Toutes les ouvrières piqueuses de bottines sont invitées à une grande réunion générale pour lundi 15 septembre, à 7 heures du soir, à l'Alcazar, rue de Saxe, 34.

Ordre du jour : Discussion sur l'organisation d'un bal de la corporation des ouvriers et ouvrières en chaussures réunis. — Nomination du bureau. — Questions diverses.

La commission des ouvriers est priée d'y assister.

La séance sera ouverte à huit heures précises.

La Commission.

Société de retraite pour la Vieillesse

Dimanche 14 courant, cotisations mensuelles, au siège de la société, 9, rue Champier, de 10 heures à 1 heure précise.

Capital au 31 août : 381,112,20. — Sociétaires entrés pendant le mois : 39.

Le président, VAUCHEZ.

Ecole maternelle, 119, route de Vienne

Concert-Conférence au bénéfice de la Société d'encouragement aux écoles laïques du Grand-Trou.

La conférence sera faite par M. Thiers, conseiller général, sous la présidence de M. Lagrange, député, avec le bienveillant concours de la Fanfare municipale de Lyon et celle du Grand-Trou.

THÉÂTRES ET CONCERTS

Célestins. — Le *Demi-Monde*, comédie en cinq actes, par M. A. Dumas fils. **Casino**, rue de la République. — A 8 h. Concert varié. — Orchestre sous la direction de M. Visseur.

Concerts Bellecour. — A 8 heures et demie, grand concert. — Entrée : 1 franc. **Panorama de Lyon**, 20, rue du Nord, aux Brotteaux. — *Le Siège de Lyon en 1793.* — De 9 heures du matin à 7 heures du soir.

Ménagerie des frères Laurent, cours du Midi. — Représentation tous les soirs à 8 heures et demie.

Musiques Militaires

Bellecour, de 5 à 6 heures.
Place Morand, de 8 à 10 heures.

A LOUER

PETITE PROPRIÉTÉ

Complètement close de murs composée de six pièces avec terrasse

Cette charmante habitation est située à la Cité. Pour les renseignements, s'adresser à M. Rive, 26, cours Lafayette, Lyon.

MODES

Gros et Détail

Mme CLÉMENT

87, Grande-Côte, 87

SPÉCIALITÉ POUR DEUILS
Bonnets et Chapeaux montés
PRIX MODÉRÉS

LE GÉRANT, J.-B.-A. PAGES

Imprimerie Moderne, cours de la Liberté, 70

LES ANNONCES

Réclames, Faits divers, Décès, Avis pour dettes, ventes et acquisitions,

SONT REÇUS

AU BUREAU DU JOURNAL

11, RUE QUATRE-CHAPEAUX

IMPRIMERIE MODERNE

70, Cours de la Liberté, 70

LYON

LABEURS

Thèses de Médecine et de Droit

LIVRETS DE SOCIÉTÉ

TABLEAUX

Registres à Souche Etc., etc.

IMPRESSIONS COMMERCIALES

et Administratives

Têtes de Lettres — Circulaires — Prix-Courants — Fiches

Lettres de Décès — Lettres de faire part

Titres de Sociétés — Actions — Obligations — Chèques

Bandes imprimées, etc., etc.

JOURNAUX

Affiches, Prospectus Factures

CARTES D'ADRESSE & DE VISITE

Catalogues, Mandats Etc., etc.

Spécialité d'Affiches et Bulletins pour Elections

Vente en gros : Rue Quatre-Chapeaux, 11

Pages J.B.A.